



école
Sacré-Cœur

Plan de lutte contre la violence et l'intimidation 2024-2025

Résolution CE-23/24-56

Centre
de services scolaire
de Rouyn-Noranda

Québec 

Plan de lutte 2023-2024



école
Sacré-Cœur

Équipe de travail :

Mme Claudie Arpin, enseignante
Mme Mireille Bédard, enseignante
Mme Mauriska Brochu, technicienne en éducation spécialisée
Mme Caroline Chabot, enseignante
Mme Isabelle Gingras-Cliche, technicienne du service de garde
Mme Justine Lambert, enseignante
Mme Karolyn L'Heureux, enseignante
Mme Valérie Thouin, technicienne en éducation spécialisée
M. Jean-Michel Boucher, directeur adjoint
Mme Stéphanie Dorval, directrice

Nom du comité :

Comité contre la violence et l'intimidation

Personne chargée de coordonner les travaux du comité:

Jean-Michel Boucher, directeur adjoint



Mandats du comité:

Rédiger des documents en lien avec le plan de lutte.
Partager des informations du plan de lutte à l'ensemble de l'équipe-école.
Favoriser la mise en place des moyens inscrits au plan de lutte (planification, activités etc.)
Mettre en œuvre une démarche concertée pour l'amélioration du climat scolaire.
Arrimer le plan de lutte avec le projet éducatif de l'établissement.

Dates de rencontres du comité : 23 novembre 2023, 17 mai et 25 juin 2024.

Ce plan de lutte s'inspire également des valeurs de notre Projet éducatif et tend à faire connaître tout ce qui est et sera mis en place pour prévenir, intervenir et faire le suivi au regard de la violence et de l'intimidation. Par l'élaboration de ce plan, tous les intervenants de l'école souhaitent que chaque élève soit respecté, heureux et fier de son école

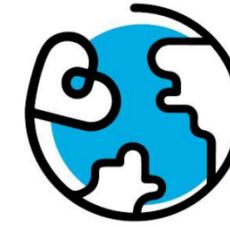
Section 1- Analyse de la situation

L'établissement de Sacré-Cœur comprend 2 pavillons accueillant 526 élèves issus d'un milieu moyennement favorisé puisque l'indice de défavorisation est de 5. Le pavillon du Petit Sacré-Cœur accueille les élèves de la première à la quatrième année. Le pavillon du Grand Sacré-Cœur quant à lui accueille les élèves du préscolaire 4 et 5 ans, une dizaine d'élèves de 4e année, des élèves de cinquième et de sixième année ainsi que les élèves d'adaptation scolaire. Aux deux écoles, les élèves peuvent bénéficier d'un service des dîneurs et d'un service de garde. Plusieurs éducatrices spécialisées accompagnent et soutiennent nos élèves dans les deux écoles.

Les manifestations les plus fréquentes de gestes de violence sont les formes verbales et physiques (coups, bousculades, moqueries et insultes). Nous constatons une apparition d'actes de violence psychologique ou d'agression indirecte à partir du 2e cycle du primaire (dénigrement, exclusion).

Des comportements de violence ont nécessité des interventions avec les TES (réflexion, lettre d'excuses, rencontres individuelles des élèves concernées, médiation, gestes de réparation).

Nous observons que la violence verbale (langage irrespectueux, vulgarités, crier) demeure un défi dans les échanges que les élèves ont entre eux et parfois envers le personnel. Un des constats que nous faisons est que les élèves répondent rapidement par des gestes d'agressivité lorsqu'ils vivent une difficulté, un conflit ou qu'ils sont en crise. Une majorité de ces gestes est dirigée vers les adultes qui font l'intervention. Il sera nécessaire de prendre davantage de temps pour travailler en prévention auprès de l'ensemble des élèves au niveau de l'enseignement des habiletés sociales et de la résolution de conflits pacifiques. La cour d'école demeure l'endroit où se déroule le plus d'incidents.



**école
Sacré-Cœur**

Forces :

Les résultats démontrent une nette amélioration par rapport aux sondages de l'année précédente concernant le sentiment de sécurité des élèves. En effet, l'an dernier 4,2% des élèves se disaient victime d'intimidation et 3,1% disaient avoir peur d'un autre élève.

Vulnérabilités : La cour de récréation est un endroit vulnérable (violence)

La cour de récréation est un endroit plus propice à la violence. Dans nos établissements, on peut aussi mentionner le manque de ressources et l'instabilité du personnel. Cette réalité ajoute à la vulnérabilité observée à travers des liens plus précaires entre les élèves et le personnel ainsi qu'une insécurité pouvant être vécue de part et d'autre.

Outils utilisés pour réaliser le portrait de situation :

Pour faire l'analyse de la situation, nous utilisons la compilation des données du sondage sur l'intimidation de l'année scolaire 2023-2024. Ce sondage fut effectué à deux reprises durant l'année 2023-2024 et le sera à 2 reprises dans les prochaines années. De plus, nous utilisons également les fiches disciplinaires données aux élèves.

Constat en lien avec les actes de violence à caractère sexuel :

Notre milieu semble moins concerné par les actes de violence à caractère sexuel. Il est important de demeurer vigilant, de continuer notre prévention, sensibiliser les élèves et les impliquer dans notre démarche et d'intervenir adéquatement lorsque ces événements sont observés.

OBJECTIF DU PLAN DE LUTTE

Ce plan s'inscrit dans le projet éducatif de l'école, plus précisément l'enjeu visant un milieu d'apprentissage bienveillant, stimulant et sécuritaire.

Il s'inspire des valeurs du projet éducatif de notre école : le respect, l'estime de soi, l'ouverture, le goût d'apprendre et le sens des responsabilités.

Il répond aux obligations de la loi sur l'Instruction publique (LIP) à l'égard de l'intimidation et de la violence à l'école.

Enfin, il se veut un outil de référence pour les élèves, les parents et les membres du personnel en matière de prévention et d'intervention face aux actes de violence.



Référentiel disciplinaire de l'école Sacré-Coeur

Niveau 1

- Pousser, bousculer, se chamailler
- Utiliser des paroles blessantes, un langage vulgaire, des sacres ou moqueries
- Lancer de la neige, des roches ou un autre objet sans viser quelqu'un
- Manquer de respect en paroles ou en gestes envers un élève ou un adulte
- Ne pas rentrer au son de la cloche
- Refus de collaborer après une demande de l'adulte
- Conflits dans les jeux
- Courir ou crier dans l'école
- Geste à caractère sexuel mineur (1 événement)
- Autres

Niveau 2

- Répétition des comportements de niveau 1
- Refuser d'obtempérer ou de collaborer
- Violence verbale : intimider, menacer - harceler, humilier
- Être impoli envers l'adulte
- Se sauver de l'école ou de la classe
- Violence physique : frapper, lancer un objet à quelqu'un
- Cracher sur quelqu'un
- Voler ou faire du vandalisme
- Se bagarrer
- Possession d'objets dangereux
- Morsure sans bris cutané
- Geste à caractère sexuel

Niveau 3

- Répétition des comportements de niveau 2
- Violence physique; voies de fait, agressions
- Vandalisme
- Possession d'objets dangereux
- Harcèlement, intimidation, taxage
- Menace de mort
- Consommation, possession ou vente de drogue et de cigarettes et/ou vapo-teuse
- Morsure avec bris cutané
- Geste à caractère sexuel majeur

Niveau 1

-Conséquences possibles

- Récréations supervisées
 - Retrait social dans la cour ou dans la classe
 - Marcher avec l'adulte
 - Pratiquer l'habileté en ex. : marcher, s'affirmer positivement, etc.
 - Fiche de réflexion faite à l'école
 - Geste réparateur
 - Autres
- Important** ; les comportements de niveau 1 sont normaux et réguliers dans nos écoles. Il est donc impossible d'informer les parents chaque fois.

Niveau 2

-Billet disciplinaire

-Appel aux parents

-Autres conséquences possibles

- Récréations supervisées
- Retrait social dans la cour ou dans la classe
- Marcher avec l'adulte
- Pratiquer l'habileté en ex. : marcher, s'affirmer positivement, etc.
- Fiche de réflexion faite à l'école
- Geste réparateur
- Autres

Niveau 3

-Billet disciplinaire

-Appel aux parents

-Suspension interne

-Suspension externe

-Autres

*Couleurs représentant le type de communication envoyée à la maison:

- Rose(billet d'information)
- Bleu(billet disciplinaire)

Définition conflit

Le conflit est un désaccord ou une mésentente entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue ou parce que leurs intérêts s'opposent. Le conflit peut entraîner des gestes de violence. Les conflits sont nécessaires pour apprendre, ils font partie de la vie. Ils peuvent se régler soit par la négociation, soit par la médiation. L'intimidation n'est pas un conflit, c'est une agression.

Définition violence

Toute manifestation de force, de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens.

Définition intimidation

Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à caractère répétitif, exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberspace, dans un contexte caractérisé par l'inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser.

Définition actes de violence à caractère sexuel

«Toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique.»

Section 2- Les mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence dans notre école.

Décloisonnement et intégration selon les forces et intérêts
des élèves en adaptation avec les classes du régulier



Atelier de sensibilisation auprès des classes du régulier



Outiller les élèves, les parents et le personnel à reconnaître
et à dénoncer l'intimidation et la violence



Sondages sur l'intimidation et le sentiment de bien-être à
l'école



Moyens :

- Diffusion du code de vie en mettant l'accent sur la responsabilité de l'élève
- Uniformiser les interventions en matière de violence en diffusant le protocole d'interventions graduées
- Formation et rencontres d'équipe offertes aux surveillantes et éducatrices du SDG en début d'année
- Enseignement d'une méthode de résolution de conflits
- Enseignement explicite des comportements attendus
- Enseigner et répéter régulièrement les comportements attendus dans tous les groupes
- Harmoniser les pratique et les interventions entre l'école et le service de garde
- Les élèves reçoivent une formation sur l'intimidation et connaître les conséquences possibles pour les intimidateurs.
- Encourager la dénonciation et assurer la disponibilité de personnes ressources dans l'école
- Assurer la confidentialité des plaintes et des renseignements
- Soutenir les élèves qui vivent une situation d'intimidation, en tant que victime, de témoin ou d'auteur de gestes de violence.

Autres mesures et moyens de prévention :

D'autres moyens peuvent être mis en place afin de répondre aux situations qui peuvent survenir.

- Développer et implanter une démarche de résolution de conflit-école.
- Soutien à l'apprentissage des habiletés sociales : Favoriser le développement des habiletés sociales dans différents contextes (classe, activité en dyade, récréation, sous-groupe, service de garde, etc.) Ces différents environnements permettent à l'élève, en présence d'adultes bienveillants, d'apprendre entre autres à suivre des règles, à exprimer ce qu'il veut, à attendre son tour et à être attentif aux autres.
- Animer davantage les récréations et assurer que la surveillance est adéquate.
- Encourager les élèves à se soutenir et à collaborer entre eux

Mesures de prévention mises en place en lien avec les actes de violence à caractère sexuel :

S'appuyant sur les recommandations de prévention formulées par différentes organisations, notamment la fondation Marie-Vincent et également sur la base des connaissances en matière d'agression sexuelle de la responsable du dossier Éducation à la sexualité au CSSRN, la prévention des agressions sexuelles devrait s'appuyer, entre autres sur :

1- Des stratégies de prévention d'ordre individuel. Celles-ci font référence à des interventions qui visent la modification de certaines habiletés, de croyances ou de comportements qui sont associés à un risque accru d'être victime ou de commettre une agression sexuelle (exemples: atelier de sensibilisation sur les stéréotypes sexuels).

2- Des programmes éducatifs offerts en milieu scolaire : Les programmes de prévention des agressions sexuelles offerts en milieu scolaire primaire ont comme objectifs de :

- 1) Susciter des comportements d'affirmation chez les enfants ;
- 2) Informer les enfants sur les situations abusives et sur leurs droits (droit de dire non, par exemple) ;
- 3) Contrer certains mythes et croyances populaires liés aux agressions sexuelles ;



Les stratégies de prévention sont développées de manière à réduire les facteurs de risque et à renforcer les facteurs de protection qui ont été associés à l'agression sexuelle.

Responsables :

Un membre de l'équipe-école est responsable de la mise en place et de l'actualisation des moyens avec différentes personnes.

Régulation :

L'information permettant de réguler les moyens du plan de lutte provient des billets disciplinaires remis aux élèves ainsi que des sondages. Elle sert également à documenter l'évaluation du plan de lutte.

Élément 3 : Collaboration avec les parents

Les parents sont de précieux collaborateurs dès le début de la scolarisation de leur enfant. La cohérence école-famille facilite les interventions auprès de l'élève. Leurs actions et leur soutien contribuent à favoriser un climat scolaire favorable au développement de leur enfant, notamment au niveau de la persévérance scolaire. En visant une véritable collaboration, cela contribue positivement à la recherche de solutions et permet de tout mettre en œuvre afin de favoriser le bien-être et la réussite éducative de l'élève.



Modalités prévues pour impliquer les parents et favoriser leur collaboration :

Dès le début de l'année scolaire, les parents sont encouragés à participer à la vie scolaire de leur enfant. Nous souhaitons qu'ils se sentent accueillis, valorisés et en relation avec la communauté scolaire.

- Diversifier et faciliter les échanges et le partage entre les parents et les différents intervenants de l'école par différents moyens de communication;
- Rappeler régulièrement l'importance d'encourager leur enfant à dénoncer tous les incidents d'intimidation à un adulte de l'école;
- Encourager les familles à faire appel aux ressources du milieu qui pourraient leur être profitables: Présentation des intervenants lors d'une rencontre d'accueil - afficher la procédure de signalement à différents endroits dans l'école;
- Les parents sont invités à consulter le plan de lutte et le "guide à l'intention des parents" diffusés sur le site internet de notre école;
- Les parents sont invités à une rencontre de présentation du plan de lutte.

Modalités prévues pour favoriser la collaboration des parents concernant les actes de violence à caractère sexuel :

- Les parents sont invités à participer à une rencontre en début d'année scolaire et informés de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel.
- Afficher la procédure de signalement au secrétariat de l'école
- Faire parvenir aux parents un feuillet explicatif sur la violence à caractère sexuel



#Créelavenir

Élément 4- Modalités pour effectuer un signalement ou formuler une plainte

En début d'année, la direction rappelle à tous les élèves et aux membres du personnel l'importance de signaler tout geste de violence ou d'intimidation dont ils sont victimes ou qu'ils observent. Les élèves peuvent aller voir un membre du personnel ou leur enseignant titulaire pour leur rapporter une situation qui nuit au bien-être ou à la sécurité. Ce message est répété par les titulaires de classe, les techniciennes en éducation spécialisée ainsi que les éducatrices du service de garde. La confidentialité de la personne est assurée. Lors de l'enquête, les élèves ne sont pas informés d'où provient l'information.

Lorsqu'un enfant rapporte à son parent avoir vécu ou été témoin d'une situation de violence ou d'intimidation, nous demandons aux parents d'initialement contacter le titulaire de leur enfant. Si la situation se produit pendant les heures du dîner ou de service de garde, le titulaire verra à diriger le parent vers la bonne ressource au besoin. S'il s'avère impossible de rejoindre le titulaire et qu'une intervention immédiate est nécessaire, il est aussi possible de contacter la direction de l'école en communiquant avec le secrétariat au 819-762-8161 au poste 1009.

Modalités prévues à l'école pour signaler un événement ou pour formuler une plainte

Exemples de moyens retenus :

- Présenter les personnes à contacter.
- Effectuer une tournée de classes pour présenter les ressources de l'établissement et à qui les élèves peuvent dénoncer verbalement.

Modalités prévues à l'école pour signaler ou porter plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel :

- Afficher la procédure de signalement ou de plainte concernant les actes de violence à caractère sexuel à des endroits clés dans l'établissement.
- Identifier une personne-ressource pour obtenir du soutien afin de signaler ou porter plainte.

1

S'adresser à la personne directement concernée ou à son supérieur immédiat.
Si vous souhaitez dénoncer en toute confidentialité une situation de violence ou d'intimidation,

Veillez contacter l'éducatrice spécialisée de votre enfant.

Numéro de téléphone : 819 762 8161 poste 1009

2

Si le parent est insatisfait, de la manière dont la situation a été traitée, il peut avoir recours à une direction du Centre de services scolaire en composant le 819-762-8161.

3

S'il demeure insatisfait, il peut avoir recours au responsable du traitement des plaintes du centre de services scolaire, M. Stéphane Morrissette, secrétaire général, en composant le numéro 819-762-8161 poste 1220 ou par courriel : secgen@cssrn.gouv.qc.ca

4

Si l'élève ou son parent est toujours insatisfait du traitement de sa plainte, ou si les délais de 15 jours ouvrables sont dépassés, il peut communiquer avec le protecteur régional de l'élève de sa région.

Celui-ci assistera l'élève ou son parent dans la formulation écrite de sa plainte.

L'élève ou son parent peut choisir le mode de communication qui lui convient le mieux entre :

Formulaire de plainte Web : <https://pne.gouv.qc.ca/portal#...>

Téléphone ou texto: 1 833 420-5233 Courriel : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca

Formulaire de plainte Web : <https://pne.gouv.qc.ca/portal#...> Courriel : plaintes-pne@pne.gouv.qc.ca

Téléphone ou texto: 1 833-420-5233

Sachez toutefois que vous pouvez faire appel directement au protecteur régional de l'élève pour une plainte concernant les violences à caractère sexuel.

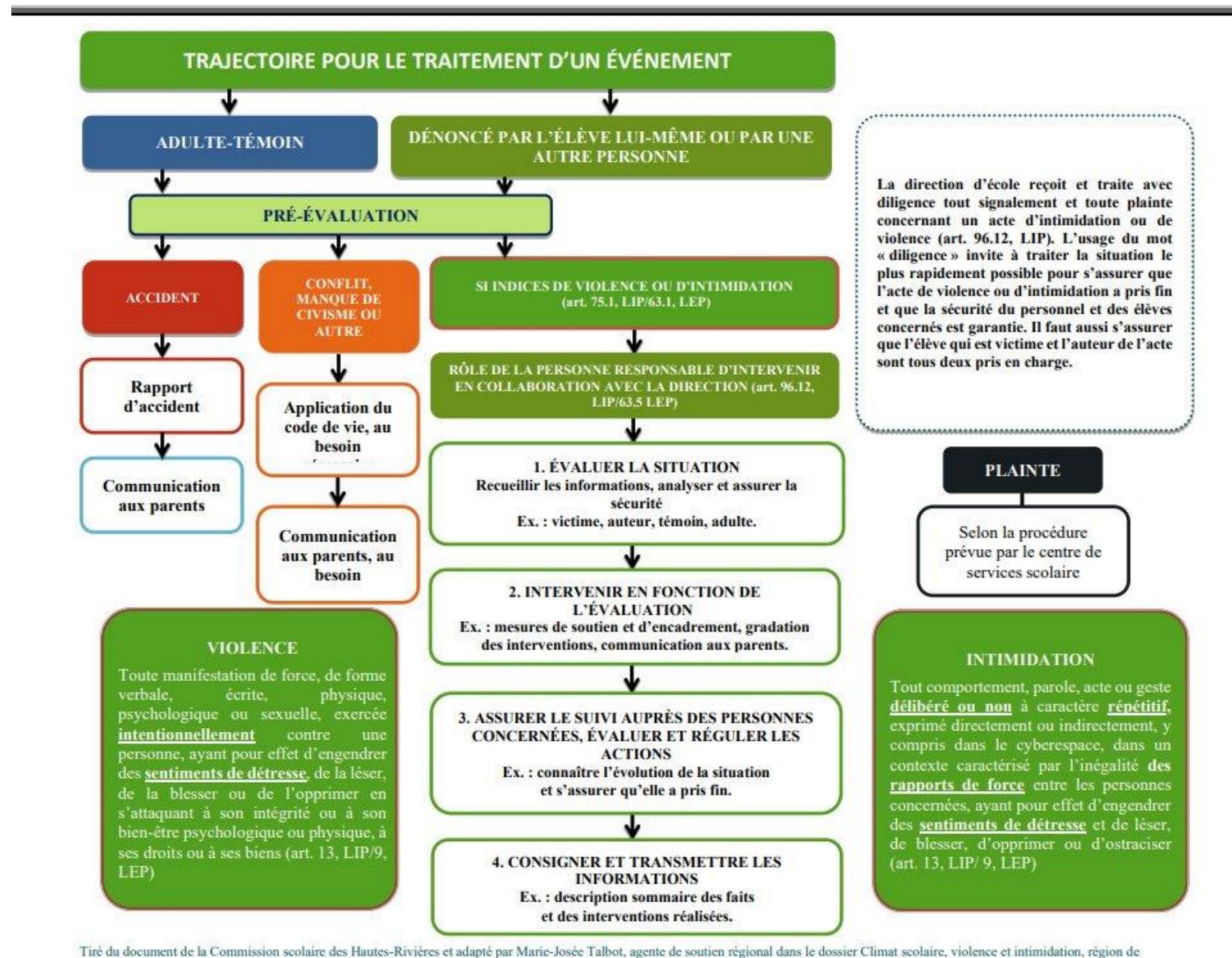
L'OBLIGATION DE SIGNALER AU DPJ DEMEURE

Élément 5- Actions à prendre à la suite d'un geste d'intimidation ou de violence

Il est de la responsabilité de tout adulte témoin d'intervenir pour assurer la sécurité de chacun

RESPONSABILITÉS DES PREMIERS INTERVENANTS/adulte témoin (ex. : enseignants, éducateurs, surveillants)	RESPONSABILITÉS DU DEUXIÈME INTERVENANT (ex: direction, professionnels, TES)
<p>Violence et intimidation</p> <ul style="list-style-type: none"> ☑ Mettre fin au comportement inadéquat ☑ Nommer le comportement attendu en lien avec le code de vie ☑ Orienter l'élève vers les comportements attendus ☑ Vérifier sommairement l'état de la victime ☑ Consigner et transmettre à l'équipe d'intervention 	<p>Violence et intimidation</p> <ul style="list-style-type: none"> ☑ Rencontrer séparément les élèves impliqués (témoins, victimes, auteurs) pour documenter la situation : nature de l'événement, sa gravité et les personnes impliquées. ☑ Évaluer les circonstances ☑ Évaluer le risque de récurrence. ☑ Identifier les mesures de soutien ou d'encadrement à mettre en place • Assurer le suivi des interventions ☑ Informer les parents et les impliquer dans les mesures de soutien ☑ Consigner la situation

La directeur de l'école qui est saisi d'une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence doit , après avoir considéré l'intérêt des élèves impliqués, communiquer promptement avec leurs parents... art. 96.12 (LIP)



Le directeur de l'école voit à la mise en oeuvre du plan de lutte... Il reçoit et traite avec diligence tout signalement et toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence.. Art.96.12 (LIP)

Interventions concernant les violences à caractère sexuel

Protocole concernant les violences à caractère sexuel Un élève vous fait des confidences concernant un abus sexuel...

Ajouts d'actions, 1er intervenant	Ajouts d'actions , 2 ^e intervenant	1 ^{er} INTERVENANT	2 ^e INTERVENANT (La personne assignée à notre milieu est responsable de la situation).
<p>ACTIONS qui doivent être prises lorsqu'un acte est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Assurer la sécurité de la personne. → Écouter la personne sans porter de jugement. → Porter une attention particulière à la confidentialité. → Dans un contexte de comportements sexualisés, se référer au guide ou protocole de votre CSS. Il est primordial d'intervenir en tout temps comme 1er intervenant et de référer au 2e intervenant selon l'évaluation de la situation. • Dans un contexte de soutien, référer à l'intervenant de l'école identifié à cet effet. 	<p>ACTIONS qui doivent être prises lorsqu'un acte est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> → Rencontrer séparément les élèves impliqués (témoins, victimes, auteurs) pour documenter la situation : nature de l'événement, sa gravité et les personnes impliquées. → Évaluer les circonstances : accidentelles ou délibérées et motivées par quelle émotion (ex. : plaisir, peur, colère, recherche d'attention, pouvoir, vengeance, pression des pairs). → Évaluer la légalité de l'acte. → Évaluer le risque de récurrence. → Évaluer si l'auteur et les témoins utilisent des justifications. → Si l'élève ou l'école porte plainte, cesser immédiatement l'investigation pour ne pas nuire à l'enquête policière. → Informers les parents et les impliquer dans les mesures de soutien. 	<p>Violence et intimidation (de nature sexuelle)</p> <p>Étape 1 : Écouter Étape .2 : Prendre des notes Étape .3. Aviser la direction de l'école</p> <p>Remettre sans délai la Fiche de signalement : comportements sexualisés et violences sexuelles au 2e intervenant.</p> <p>Assurer la confidentialité et le devoir de discrétion</p> <p><u>*Toute personne qui reçoit une confiance ou qui prend connaissance d'une situation à caractère sexuel a l'obligation d'aviser immédiatement la professionnelle désignée par l'école.</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans un contexte de divulgation d'un abus sexuel, vous référer rapidement au guide ou protocole d'intervention en matière d'abus sexuels et signaler sans délai au DPJ (entente multisectorielle). 	<p>Violence et intimidation (de nature sexuelle)</p> <p>Étape 1 : Évaluer le niveau de risque pour l'élève : Étape .2 : Rassembler l'information nécessaire Étape .3 : Signaler la situation Étape 4 : Offrir un soutien</p> <p>La Loi sur la protection de la jeunesse stipule que toute personne a l'obligation de signaler à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) une situation où il y a un motif raisonnable de croire qu'une ou un enfant ou qu'une adolescente ou un adolescent est victime d'abus sexuel ou d'abus physiques (art. 39). La personne qui signale n'a pas la responsabilité de juger de sa recevabilité ni de sa véracité. Cette responsabilité revient à la DPJ.</p>

Élément 6- Les mesures de confidentialité



Les élèves victimes ou témoins, de même que leur famille, hésitent parfois à dénoncer par crainte des représailles. C'est pourquoi l'école assure la confidentialité de tous les signalements reçus.

Actions à prendre lors d'un acte de violence à caractère sexuel concernant la confidentialité:

Les mesures de confidentialité à mettre en place pour assurer le suivi lors d'un acte de violence à caractère sexuel.: • La notion d'intimité, liée à la sexualité, renforce la pertinence de se préoccuper de la confidentialité. • Ne pas utiliser le radio-émetteur lors de ces situations. • S'assurer que seulement un minimum de personne ait accès à la consignation d'information informatisée. • Dans le cas de divulgation d'un abus sexuel, sécuriser la personne, lui nommer que vous avez l'obligation de signaler à la DPJ.

Voici les mesures en place dans notre école :

- Modalités de déclaration d'événements favorisant le respect de la confidentialité ;
 - Intervention individuelle auprès des personnes impliquées ;
 - Ne pas révéler le nom des élèves impliqués lors de la communication aux parents. Pour chaque parent, donner uniquement l'information qui concerne leurs enfants.
- * Toutes les démarches entreprises seront faites avec discrétion et les situations ne seront jamais discutées devant des personnes qui ne sont pas concernées par la situation signalée.
- Nous assurons la protection des informations personnelles et préserver l'anonymat permet d'éviter la stigmatisation, amène un sentiment de sécurité et favorise le dévoilement ainsi que le traitement de la situation en toute confiance.

L'échange d'information reste nécessaire pour agir efficacement et assurer la sécurité des élèves dans les différents lieux de l'école. Deux balises permettent de cerner l'absolue nécessité d'échanger une information concernant un élève :

Lorsque cette information compromet le développement ou la sécurité de l'élève.

Lorsque l'ignorance de cette information par l'un ou l'autre des intervenants peut causer préjudice à l'élève.

Exemples d'éléments permettant d'assurer la confidentialité :

- Rappel des principes de confidentialité au personnel scolaire lors des rencontres d'équipe-école ou d'équipes-cycle, etc.
- Fiches de signalement et notes d'intervention consignées dans des endroits sécurisés et restreints.

Élément 7 : Mesures de soutien et d'encadrement

Mesures de soutien et d'encadrement déterminées et mises en place à la suite de l'analyse des besoins.

Nous favorisons une approche éducative et de responsabilisation, de soutien et d'encadrement

La direction se réserve le droit de déterminer le niveau d'intervention selon la gravité du geste posé ou de ses conséquences sur la victime, peu importe le caractère répétitif ou intentionnel de la personne ayant commis le geste d'agression. Selon la situation, une plainte policière pourrait être faite. En cas de récurrence, un protocole d'intervention ou un plan d'intervention pourrait être mis en place.

<p>Suivis réalisés pour s'assurer que la situation est réglée :</p> <p>MESURE DE SOUTIEN pour l'élève victime</p> <p>Notre école se préoccupe de la sécurité et du bien-être des victimes. Pour ce faire, l'école :</p>	<p>Suivis réalisés pour s'assurer que les témoins restent vigilants et se responsabilisent lors d'une situation.</p> <p>MESURE DE SOUTIEN pour l'élève témoin</p> <p>L'école favorise l'engagement et les actions des témoins en créant un milieu scolaire sécurisant ou la défense de la victime et les valeurs non violentes sont perçues favorablement. Pour ce faire, l'école :</p>	<p>Mesures de soutien de l'élève auteur pour favoriser un changement de comportement</p> <p>MESURE DE SOUTIEN pour l'élève auteur</p> <p>Notre école :</p>
<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Pourvoir à la mise en place des modalités nécessaires pour assurer la sécurité de l'élève victime (établissement d'un filet de sécurité); <input checked="" type="checkbox"/> Évaluer l'impact de la situation pour la victime <input checked="" type="checkbox"/> Mettre en œuvre un suivi planifié auprès de l'élève : Au besoin, prévoir des rencontres ponctuelles ou régulières avec la TES. <input checked="" type="checkbox"/> Assurer un climat d'écoute et de confiance. <input checked="" type="checkbox"/> Informer et assurer un suivi auprès des parents <input checked="" type="checkbox"/> Informer l'équipe-école afin que tous les intervenants soient vigilants 	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Assurer la protection des élèves en répondant rapidement aux manifestations de violence ou d'intimidation <input checked="" type="checkbox"/> Reconnaître l'incident et rassurer les élèves <input checked="" type="checkbox"/> Assurer la disponibilité d'un adulte lors d'un événement <input checked="" type="checkbox"/> Assurer que les témoins soient informés que la situation est prise en charge <input checked="" type="checkbox"/> Valoriser le rôle de témoin et offrir la possibilité d'un suivi confidentiel à tout témoin qui en exprime le besoin, à court et moyen terme. 	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Assurer un suivi auprès de l'élève : Déployer des stratégies d'entraide éducative pour mettre fin à la situation (gestion de la colère, développer des habiletés sociales, etc.) <input checked="" type="checkbox"/> Accompagner la famille vers des ressources, au besoin <input checked="" type="checkbox"/> Appliquer les sanctions prévues pour contrer la violence et l'intimidation <input checked="" type="checkbox"/> Enseigner les comportements attendus <p>Nous favorisons une approche éducative et de responsabilisation, de soutien et d'encadrement</p> <ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Renforcer les progrès de l'élève

Les mesures de soutien ou d'encadrement offertes à la victime / à l'auteur/ au témoin dans le cadre d'un acte de violence à caractère sexuel. Se référer au protocole d'intervention concernant les comportements sexualisés et violences à caractère sexuel

* Assurer la sécurité de la victime (la personne doit se sentir en sécurité).

* Laisser parler la victime sans poser des questions

Élément 9 : Suivi des signalements ou des plaintes

Suivi du signalement

Lorsqu'un acte de violence ou d'intimidation est rapporté ou observé, l'équipe-école procède d'abord à une collecte d'informations auprès des élèves concernés ou des témoins. Il est donc possible que le service d'éducation spécialisée soit impliqué à ce niveau pour arriver à faire la lumière sur la situation. L'intervenant rencontre tous les élèves impliqués et recueille la version de chacun.

La situation est par la suite analysée par les intervenants qui décident du niveau d'intervention qui s'applique selon la gravité du geste de violence ou de sa répétition. Dans les cas où la situation correspond à la définition d'un acte de violence ou d'intimidation, la direction est avisée pour décider des conséquences logiques à appliquer en collaboration avec d'autres membres de l'équipe-école au besoin. Le titulaire ou le service d'éducation spécialisé fera un retour avec les parents des élèves concernés sur les résultats de l'enquête et les moyens d'intervention prévus pour son enfant.

L'élève victime d'un geste de violence fera l'objet d'une attention particulière au même titre que la personne ayant commis le geste d'agression. S'il y a lieu et que les parents l'autorisent, l'élève pourra être suivi par un professionnel de l'école. La direction s'assure que les mesures d'aide nécessaire pour chaque élève soient mises en place. L'intervention auprès des victimes prend fin lorsque la situation est complètement résolue et que l'élève exprime se sentir de nouveau en sécurité. Il est donc possible que des rencontres de suivi soient prévues dans les semaines suivant l'évènement pour s'assurer du bien-être de chacun des partis impliqués (victimes, témoins, agresseurs).

Le suivi aux personnes concernées est essentiel, il est important de prendre connaissance de l'ensemble de la situation afin d'orienter le suivi et de rassurer les personnes en mentionnant que nous prenons au sérieux le signalement ou la plainte. La direction d'établissement et le personnel impliqués effectueront le suivi en tenant compte de l'analyse de la situation et rapidement s'associeront des partenaires ou ressources spécialisées selon la situation afin de soutenir les jeunes impliqués et leurs parents.

Assurer le suivi auprès des personnes concernées dans le respect de la confidentialité pour :

- S'assurer que la situation a pris fin.
 - Effectuer un suivi régulier auprès des élèves impliqués.
- Inviter les personnes à informer l'école si la situation en venait à se reproduire.
- Veiller au respect des engagements de l'élève qui est l'auteur et de ses parents.
 - Effectuer un suivi auprès des parents impliqués tout en respectant la confidentialité des jeunes impliqués.
 - Informers les parents des modalités existantes pour porter plainte si le dossier n'a pas été traité à leur satisfaction.
 - Assurer un suivi auprès de la personne qui dénonce pour la remercier de sa collaboration.
 - Bien consigner l'information en toute circonstance. Cette consignation pourrait servir également s'il y avait un changement de personnel (personne identifiée par la direction). Intervention de suivi de type 2-1-1 (2 jours, 1 semaine et 1 mois après le signalement).

Élément 8- Les SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Les sanctions sont des moyens mis en place pour responsabiliser le jeune lorsqu'il a besoin de l'adulte pour le soutenir dans cette démarche. Les sanctions donnent à l'auteur et au groupe l'indication très claire que ces comportements sont interdits bien qu'à elles seules, elles ne répondent pas au besoin d'être soutenus dans le développement de leurs compétences.

Les sanctions à la suite d'un événement de violence ou d'intimidation sont à déterminer en fonction de l'analyse des besoins particuliers des élèves concernés. Ainsi, qu'au regard de la nature, de la gravité, de la fréquence et de la légalité des gestes posés. Les sanctions disciplinaires ne peuvent pas s'inscrire dans un registre d'automatisme.

Pour chaque situation, une analyse de la situation sera réalisée et celle-ci permettra de guider la prise de décision concernant les sanctions.

sanctions disciplinaires possibles :

- Réflexion sur la situation
- Excuses, réparation
- Travaux communautaires
- Perte de privilège (accès à des lieux, participation à des activités)
- Perte d'autonomie (encadrement strict)
- Mise à l'écart lors des moments où l'intimidation s'est produite
- Implication de l'agent sociocommunautaire
- Suspension interne, suspension externe
- Renvoi de l'école (mesure exceptionnelle)

Interventions éducatives possibles :

- Contrat d'engagement
- Geste de réparation
- Travaux communautaires
- Soutien individuel à fréquence rapprochée, etc

Dans toute prise de décision concernant les sanctions et les interventions éducatives, il est important de rassembler les personnes concernées et de réfléchir en équipe dans une démarche concertée.

Actions à prendre lors d'un acte de violence à caractère sexuel

Concernant les sanctions disciplinaires, les actions à mettre en place lors d'un acte de violence à caractère sexuel seront mises en place en tenant compte des circonstances, de la nature de l'acte, de la gravité, de la fréquence et de la légalité des gestes posés. Dans le cas où il y aurait eu des accusations et des conditions de remise en liberté, la direction peut demander l'accès au jugement pour appliquer les mesures de protection imposées. Il est important de se référer au protocole d'intervention à cet effet, ainsi qu'aux ressources d'aide spécialisée au besoin (Fondation Marie-Vincent, CALACS, CAVAC, etc.) .

Mesures de soutien en lien avec les violences à caractère sexuel, 2^e intervenant

MESURES DE SOUTIEN <u>pour l'élève victime</u> Notre école :	MESURES DE SOUTIEN <u>pour l'élève témoin</u> Notre école :	MESURES DE SOUTIEN <u>pour l'élève auteur</u> Notre école :
<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Reconnaît l'incident et rassurer l'élève. <input checked="" type="checkbox"/> Renforce le comportement de dénonciation. <input checked="" type="checkbox"/> Évalue les conséquences de la situation pour la victime. <input checked="" type="checkbox"/> Met en place des stratégies pour éviter une situation ou y réagir. <input checked="" type="checkbox"/> Intensifie, au besoin, les stratégies de prévention priorisées. <input checked="" type="checkbox"/> Enseigne les comportements attendus. <input checked="" type="checkbox"/> Établit un plan de sécurité. <p>Ex.: rassurer, établir un climat de confiance, évaluer les besoins, faire des rencontres de suivi périodiquement, faire référence à des services d'aide pour un soutien individuel ou de groupe (ex.: habiletés sociales, gestion des émotions, affirmation de soi), impliquer les parents, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Reconnaît l'incident et rassurer l'élève. <input checked="" type="checkbox"/> Renforce le comportement de dénonciation. <input checked="" type="checkbox"/> Évalue les conséquences sur le climat du groupe, le niveau scolaire ou l'école. <input checked="" type="checkbox"/> Sensibilise au pouvoir d'action du témoin. <input checked="" type="checkbox"/> Définit des stratégies pour éviter une situation ou y réagir. <input checked="" type="checkbox"/> Intensifie, au besoin, les stratégies de prévention priorisées. <input checked="" type="checkbox"/> Enseigne les comportements attendus (pouvoir d'agir du témoin). <p>Dans le cas d'une banalisation des gestes : effectuer une intensification de certains apprentissages en éducation à la sexualité (ex. notion du consentement, mythes concernant la séduction, etc.).</p> <p>Ex.: rassurer, préciser que la situation sera prise en charge par... et que son témoignage est confidentiel, sensibiliser au rôle du témoin et ses impacts, collaborer avec les parents, etc.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <input checked="" type="checkbox"/> Reconnaît l'incident et amorcer une réflexion avec l'élève sur son comportement. <input checked="" type="checkbox"/> Définit des stratégies pour mettre fin à la situation (ex. : gestion de la colère, dév. des habiletés sociales). <input checked="" type="checkbox"/> Implique les parents pour la mise oeuvre des stratégies. <input checked="" type="checkbox"/> Détermine avec l'élève des engagements à prendre. <input checked="" type="checkbox"/> Intensifie, au besoin, les stratégies de prévention ciblées par l'école. <input checked="" type="checkbox"/> Enseigne les comportements attendus (trouver une réponse acceptable aux besoins) selon un plan d'intervention. <input checked="" type="checkbox"/> Renforce les progrès de l'élève. <input checked="" type="checkbox"/> Applique les sanctions prévues pour contrer la violence à caractère sexuelle, selon l'analyse des circonstances, la gravité, la fréquence, l'intensité et les conséquences des actes. <input checked="" type="checkbox"/> Dans le cas où il y aurait eu des accusations, la direction peut demander l'accès au jugement pour appliquer les mesures de protection imposées. <p>Ex: établir un climat de confiance, évaluer les besoins, faire des rencontres de suivi périodiquement pour s'assurer que la situation a bien pris fin, travailler les habiletés sociales (ex.: gestion des conflits, gestion des émotions, empathie), référer à d'autres services, impliquer les parents ou autres partenaires, enseigner les comportements attendus, etc</p>

Les mesures de soutien ou d'encadrement offertes à la victime ou à l'auteur ou au témoin dans le cadre d'un acte de violence à caractère sexuel.

INTERVENIR en tout temps.

RENCONTRER individuellement les élèves.

REHAUSSER la surveillance (moments ou lieux).

INFORMER les parents.

INFORMER les professionnels qui travaillent auprès de l'élève (professionnels scolaires et partenaires externes). Etc.

Les mesures de soutien ou d'encadrement offertes à la victime ou à l'auteur ou au témoin dans le cadre d'un acte de violence à caractère sexuel concernant les comportements sexualisés et violences à caractère sexue

Se référer au protocole qui balise les actions.

En vertu de l'article 75.1 de la Loi sur l'instruction publique, les établissements scolaires doivent offrir des activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel. Des mesures de sécurité qui visent à contrer les violences à caractère sexuel doivent également être mises en place:

1 Des activités de formation obligatoires pour les membres de la direction et les membres du personnel (exemples: Une activité de formation obligatoire provenant du MEQ est ou sera offerte aux membres de la direction et aux membres du personnel. Un registre de suivi des activités de formation obligatoires en lien avec les *VACS est ou sera mis en place afin de soutenir la formation continue de l'ensemble du personnel. Un ou des blocs de formations seront offerts par le centre de services scolaire en lien avec les actes de violence à caractère sexuel (s'il y a lieu).

2 Des mesures de sécurité qui visent à contrer les violences à caractère sexuel.
Exemples de mesures de sécurité: Baliser les communications sur les réseaux sociaux entre le personnel de l'établissement scolaire et les élèves. Évaluez le plan de surveillance de l'établissement scolaire afin qu'il soit sécuritaire pour tous et appuyé sur les bonnes pratiques. Évitez lorsque vous êtes témoin d'une situation de partage non consensuel d'images intimes, de regarder les photos ou d'effacer des images. Se référer aux protocoles ou guide de votre établissement ou votre CSS afin d'intervenir de façon efficace et sécuritaire.

Section distincte du plan de lutte contre l'intimidation et la violence qui doit être consacrée aux violences à caractère sexuel

*VACS: Violence à caractère sexuel